

Corps des troupes de transmission

Le capitaine Vanbrabant, D.F.U.
Il est classé immédiatement avant le capitaine IFM Mathar, G.L.F.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU
COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION
AU DEVELOPPEMENT

Consulats étrangers en Belgique

Le 11 août 1972, M. René Ziller a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul général de carrière de France à Anvers, avec une circonscription consulaire s'étendant sur les provinces d'Anvers et du Limbourg, en remplacement de M. Pierre Barbusse, dont les fonctions ont pris fin.

Le 11 août 1972, M. Jan Dierckx a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire du Liban à Anvers, avec une circonscription consulaire s'étendant sur la province d'Anvers.

Le 11 août 1972, M. Albert Hanquet a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire du Liban à Liège, avec une circonscription consulaire s'étendant sur la province de Liège.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

27 OCTOBRE 1972. — Arrêté royal
concernant la répartition des officines ouvertes au public

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales;

Vu l'avis des organisations intéressées;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'installation, le transfert ou la fusion d'officines ouvertes au public est soumis à une autorisation préalable du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 2. L'autorisation est accordée aux conditions suivantes :

le requérant, personne physique ou morale, doit prouver qu'il pourra disposer des locaux et du matériel nécessaires à l'exercice de l'art pharmaceutique.

En outre, cette autorisation ne peut être accordée qu'en fonction des exigences de la santé publique, tenant compte notamment :

- a) des éléments démographiques de la région desservie;
- b) des éléments géographiques de la région desservie;
- c) des nécessités de l'organisation du service de garde;
- d) des éléments dont l'influence peut être déterminante quant à l'exercice d'une activité normale pour les officines établies;
- e) des différentes formes de délivrance des médicaments comme prévu à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, notamment de l'existence de dépôts autorisés au bénéfice de médecins ou de médecins-vétérinaires ainsi que de la distribution de médicaments dans les établissements de soins.

Korps van de transmissietroepen

Kapitein Vanbrabant, D.F.U.
Hij wordt onmiddellijk vóór kapitein IMF Mathar, G.L.F., gerangschikt.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITEN-
LANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMEN-
WERKING

Vreemde consulaten in België

Op 11 augustus 1972 heeft de heer René Ziller het nodige exequatur ontvangen om het ambt van Beroepsconsul-Generaal van Frankrijk te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincien Antwerpen en Limburg, ter vervanging van de heer Pierre Barbusse, wiens ambt een einde genomen heeft.

Op 11 augustus 1972 heeft de heer Jan Dierckx het nodige exequatur ontvangen om het ambt van Honorair Consul van Libanon te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincie Antwerpen.

Op 11 augustus 1972 heeft de heer Albert Hanquet het nodige exequatur ontvangen om het ambt van Honorair Consul van Libanon te Luik uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincie Luik.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

27 OKTOBER 1972. — Koninklijk besluit betreffende de spreiding van de voor het publiek opengestelde apotheken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies;

Gelet op het advies van de betrokken organisaties;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, alinea 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De oprichting, de overbrenging of de fusie van voor het publiek opengestelde officina's is onderworpen aan een voorafgaande vergunning van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 2. De vergunning wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

de verzoeker, zowel natuurlijk als rechtspersoon, moet het bewijs leveren dat hij zal kunnen beschikken over de nodige lokalen en het vereiste materieel voor het uitoefenen van de artsenijbereidkunde.

Bovendien, mag deze vergunning slechts verleend worden op grond van de eisen van de volksgezondheid, met inachtneming van, onder meer :

- a) de demografische toestand van de betrokken streek;
- b) de geografische gegevens van de betrokken streek;
- c) de noodzakelijkheid om een wachtdienst te organiseren;
- d) de gegevens die een beslissende invloed kunnen hebben op de uitoefening van normale werkzaamheden voor de gevestigde officina's;
- e) de verschillende vormen van aflevering van geneesmiddelen, zoals bepaald in artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies, meer bepaald van het geoorloofde bestaan van depots van geneesheren en dierenartsen alsmede van de geneesmiddelen-distributie in de verzorgingsinrichtingen.

Si le requérant n'est pas pharmacien autorisé légalement à exercer l'art pharmaceutique il s'engage à informer le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, au moins quinze jours avant l'ouverture de l'officine, du nom du pharmacien qui sera titulaire de l'officine et qui s'engage à cet effet pour un an au moins.

Art. 3. En vue d'obtenir une autorisation pour l'installation, le transfert ou la fusion d'officines, le requérant doit introduire auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, une demande en trois exemplaires sur formules établies et délivrées par l'Inspection générale de la Pharmacie.

Art. 4. Le ministre qui a la santé publique dans ses attributions fait procéder à l'instruction des demandes qui lui sont adressées.

L'instruction de ces requêtes comporte l'avis :

- 1° du gouverneur de province et du bourgmestre;
- 2° de la commission médicale du ressort;
- 3° de l'inspecteur de la pharmacie du ressort;
- 4° du Conseil national de l'Ordre des Pharmaciens;
- 5° des organisations professionnelles nationales les plus représentatives des pharmaciens d'officine;
- 6° des organisations nationales les plus représentatives des sociétés coopératives, propriétaires-gestionnaires de pharmacies, qui sont agréées par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, en vertu de la loi du 20 juillet 1955, portant création d'un Conseil national de la Coopération;
- 7° des pharmaciens d'officine, établis à proximité immédiate de l'endroit choisi.

Dans les soixante jours de la réception de la demande d'avis faite par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, ces personnes et organismes fournissent leur avis au Ministre en fonction des critères prévus à l'article 2. Passé ce délai, l'avis est censé favorable.

L'instruction se clôture par un rapport de l'Inspection générale de la Pharmacie; le dossier et les conclusions seront communiqués à une Commission d'implantation créée auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille.

Art. 5. § 1. La Commission d'implantation et la Commission d'appel sont composées, chacune, de trois magistrats dont un sera président et de trois magistrats suppléants appartenant respectivement à un tribunal de première instance et à une Cour d'appel.

Ces membres ainsi que leurs suppléants sont nommés par le Roi pour une durée de six ans. Leur mandat est renouvelable.

Ils sont indemnisés de leurs frais de parcours et de séjour et reçoivent des jetons de présence et allocations de vacation, selon le tarif et les conditions prévus pour les membres des commissions permanentes ressortissant au Ministère de la Santé publique et de la Famille.

§ 2. L'inspecteur général de l'Inspection générale de la Pharmacie ou son délégué assiste de droit, avec voix consultative, aux séances des commissions.

Un fonctionnaire-pharmacien appartenant à l'Inspection générale de la Pharmacie exerce la fonction de secrétaire.

Art. 6. § 1. Dans les trois mois à dater du jour où le dossier est soumis à leur examen, la Commission d'implantation et la Commission d'appel émettent leur avis motivé après avoir entendu le demandeur et les instances et personnes visées à l'article 4, ou leur conseil, s'ils en ont manifesté l'intention.

§ 2. L'avis de la Commission d'implantation est notifié au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ainsi qu'au demandeur et à toutes les instances et personnes susvisées; ils peuvent dans le mois de la notification déposer un recours auprès de la Commission d'appel et tous en sont avertis.

§ 3. Le Ministre prend une décision motivée dans les deux mois suivant la notification de l'avis.

En cas d'avis défavorable, le Ministre est tenu d'y conformer sa décision.

Indien de verzoeker geen apotheker is die wettelijk gemachtigd is de artslijkbereidkunde uit te oefenen, verbindt hij er zich toe aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, ten minste twee weken vóór de opening van de apotheek, kennis te geven van de naam van de apotheker, die titularis van de officina zal worden en hiertoe een verbintenis van ten minste één jaar aangaat.

Art. 3. Om een vergunning te bekomen voor de oprichting, de overbrenging of de fusie van apotheken, moet de verzoeker bij de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, een aanvraag in drievoud indienen op formulieren welke door de Generale Farmaceutische Inspectie opgesteld en afgeleverd worden.

Art. 4. De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, laat de aanvragen onderzoeken die hem worden toegestuurd.

Het onderzoek van deze aanvraag bevat de adviezen van :

- 1° de provinciegouverneur en de burgemeester;
- 2° de geneeskundige commissie van het amtsgebied;
- 3° de farmaceutische inspecteur van het amtsgebied;
- 4° de Nationale Raad van de Orde der Apothekers;
- 5° de meest representatieve nationale beroepsorganisaties van de officina-apothekers;
- 6° de meest representatieve organisaties van de coöperatieve vennootschappen die eigenaars-zaakvoerders van apotheken zijn en erkend werden door de Minister van Economische Zaken en van Energie, overeenkomstig de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad van de Coöperatie;
- 7° de officina-apothekers die in de onmiddellijke buurt van de gekozen plaats gevestigd zijn.

Binnen zestig dagen na het ontvangen van het verzoek om advies van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, verstrekken die personen en lichamen hun advies aan de Minister, aan de hand van de in artikel 2 bepaalde criteria. Na die termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

Het onderzoek wordt afgesloten door een verslag van de Generale Farmaceutische Inspectie; het dossier en de conclusies worden medegedeeld aan de Vestigingscommissie, die bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin is opgericht.

Art. 5. § 1. De Vestigingscommissie en de Commissie van Hoger Beroep zijn ieder samengesteld uit drie magistraten onder wie één voorzitter, en uit drie plaatsvervangende magistraten, respectievelijk aan een rechtbank van eerste aanleg en van een Hof van hoger beroep.

De werkende leden evenals hun plaatsvervaarders worden door de Koning voor zes jaar benoemd. Hun mandaat kan worden verlengd.

Ze worden voor hun reis- en verblijfkosten vergoed en ontvangen presentie- en vacatiegeldten overeenkomstig het tarief en de voorwaarden die voor de leden van de onder het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin ressorterende vaste commissies, zijn bepaald.

§ 2. De Inspecteur-generaal van de Generale Farmaceutische Inspectie of zijn afgevaardigde heeft van rechtswege en met raadgevende stem zitting in de vergaderingen van de commissies.

Het ambt van secretaris wordt waargenomen door een apotheker-ambtenaar die tot de Generale Farmaceutische Inspectie behoort.

Art. 6. § 1. Binnen de drie maanden volgend op de dag dat het dossier aan hun onderzoek werd voorgelegd, brengen de Vestigingscommissie en de Commissie van hoger beroep hun gemotiveerd advies uit, nadat zij verzoeker alsmede instanties en personen, voorzien in artikel 4, of hun raad, hebben gehoord indien dezen dat inzicht hebben uitgedrukt.

§ 2. Het advies van de Vestigingscommissie wordt bekendgemaakt aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, evenals aan de verzoeker en de voornoemde instanties en personen; zij kunnen binnen de maand na de notificatie verhaal aantekenen bij de Commissie van hoger beroep en allen worden van dit feit in kennis gesteld.

§ 3. De Minister neemt een gemotiveerde beslissing binnen de twee maanden die volgen op de notificatie van het advies.

In geval van ongunstig advies, is de Minister ertoe gehouden een eensluidende beslissing te treffen.

Art. 7. L'autorisation n'est valable que pour l'officine dont l'adresse figure dans la décision.

Elle est révoquée de plein droit s'il n'en a pas fait usage pendant un an.

Elle cesse ses effets si l'officine a été fermée pendant deux ans maximum ou si le détenteur de l'autorisation y renonce par déclaration écrite.

Art. 8. Une fusion entre deux ou plusieurs officines voisines peut être réalisée après application de la procédure prévue à l'article 4.

Dans ce cas, un seul pharmacien devient titulaire et l'autre ou les autres exercent leur art comme pharmaciens adjoints.

L'autorisation est accordée à la personne requérante désignée comme telle dans la convention qui réalise la fusion.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions veille à ce qu'il subsiste au moins une officine par 5 000 habitants et que les habitants n'aient pas à effectuer des déplacements excessifs.

Le Ministre fixe la zone dans laquelle une nouvelle officine ne pourra être installée, à moins de modifications importantes survenant dans les conditions démographiques et géographiques.

Art. 9. Pour des raisons impérieuses, une autorisation de transfert d'une officine dans un rayon limité, peut être accordée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur avis de la Commission d'implantation mais sans consultation des instances et personnes visées à l'article 4.

Art. 10. Pour toute officine ouverte au public au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorisation est acquise de plein droit.

Art. 11. En cas de reprise de l'officine par une autre personne physique ou morale, l'autorisation lui est transférée d'office si elle a notifié cette reprise, par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, dans un délai de trente jours à dater de cette reprise.

Art. 12. Lorsqu'une officine est ouverte au public en contradiction avec les dispositions du présent arrêté, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, la commission médicale du ressort ou les organisations visées à l'article 4, sub 5^e et 6^e, en informent le Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens avec indication de l'identité du ou des pharmaciens exerçant ou ayant exercé l'art pharmaceutique dans cette officine.

Art. 13. L'instruction des requêtes introduites avant la publication du présent arrêté est poursuivie conformément à la procédure prévue par le présent arrêté.

Art. 14. Les organes mis en place par l'arrêté royal du 9 février 1970 concernant la répartition des officines ouvertes au public, sont maintenus.

Art. 15. L'arrêté royal du 9 février 1970 concernant la répartition des officines ouvertes au public est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Art. 7. De vergunning is enkel geldig voor de apotheek waarvan het adres in de beslissing voorkomt.

Ze houdt op geldig te zijn indien er gedurende één jaar geen gebruik van wordt gemaakt.

Haar uitwerking houdt op inden de officina tijdens maximum twee jaar gesloten blijft of indien de houder van de vergunning er afstand van doet bij schriftelijke verklaring.

Art. 8. Een fusie van twee of meer naburige apotheken kan verwezenlijkt worden na toepassing van de in artikel 4 voorgescreven procedure.

In dit geval wordt één enkel apotheker titularis, de andere(n) oefent(en) zijn (hun) kunst als adjunct-apotheker uit.

De vergunning wordt aan de verzoeker verleend, die als dandagig wordt vermeld in de overeenkomst die de fusie tot stand brengt.

De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, waakt ervoor dat er ten minste één apotheek overblijft per 5 000 inwoners en dat deze inwoners geen overdreven afstanden moeten afleggen.

De Minister bepaalt de zone waarin geen nieuwe apotheek mag gevestigd worden, ten ware zich belangrijke wijzigingen voordoen in de demografische en geografische omstandigheden.

Art. 9. Om dwingende redenen mag een apotheek in een beperkt gebied worden overgebracht mits toestemming van de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft op advies van de Vestigingscommissie maar zonder consultatie van de instanties en personen voorzien in artikel 4.

Art. 10. Voor iedere apotheek die, op de dag waarop dit besluit van kracht wordt, voor het publiek is opengesteld, is de vergunning van rechtswege verworven.

Art. 11. Wanneer de apotheek wordt overgenomen door een andere natuurlijke of rechtspersoon, wordt de vergunning ambtshalve op hem overgedragen indien hij van die overname binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf die overname, bij aangetekende brief aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, notificatie heeft gedaan.

Art. 12. Wanneer een apotheek voor het publiek is opengesteld in strijd met de bepalingen van dit besluit, brengen de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft of de geneeskundige commissie van het amtsgebied of de instellingen waarvan sprake in artikel 4, sub 5^e en 6^e, de bevoegde Raad van de Orde der Apothekers, hiervan in kennis met vermelding van de identiteit van de apotheker(s) die de artsijberekunde in die officina uitoefent (en) of heeft (hebben) uitgeoefend.

Art. 13. Het onderzoek van de aanvragen die werden ingediend vóór de bekendmaking van dit besluit, wordt vervolgd overeenkomstig de in dit besluit voorziene procedure.

Art. 14. De organen die ingesteld werden door het koninklijk besluit van 9 februari 1970 betreffende de spreiding van de voor het publiek opengestelde apotheken, blijven ongewijzigd.

Art. 15. Het koninklijk besluit van 9 februari 1970 betreffende de spreiding van de voor het publiek opengestelde apotheken, wordt afgeschaft.

Art. 16. Dit besluit wordt van kracht de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

L. SERVAIS